

						-	P	G	C		S	P	S													0	1
--	--	--	--	--	--	---	---	---	---	--	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	---

Version

7.3	ENVIRONNEMENT DU CHANTIER.....	34
7.4	MESURES DE PREVENTION PROPRES AU SITE IMPOSEES PAR L'UTILISATEUR SUR LEQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER.....	35
7.5	NEUTRALISATION DES RESEAUX.....	35
8	LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT.....	36
8.1	NETTOYAGE DU CHANTIER.....	36
9	RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNES AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE.....	38
9.1	GENERALITES.....	38
9.2	SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST).....	38
9.3	TRAVAIL ISOLE.....	38
9.4	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE.....	38
9.5	CONSIGNES D'ORGANISATION GENERALE DES SECOURS.....	39
10	LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES TITULAIRES, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.....	40
10.1	ENTREPRISES TITULAIRES.....	40
10.2	SOUS TRAITANCE.....	40
10.3	ACCUEIL ET FORMATION A LA SECURITE DES SALARIES.....	40
10.4	LOCATION D'ENGINS AVEC CHAUFFEUR OU PRESTATAIRE DE SERVICE.....	41
10.5	UTILISATION DU PERSONNEL INTERIMAIRES OU DE TRAVAILLEURS DETACHES	41
10.6	AFFICHES ET REGISTRES OBLIGATOIRES.....	41
10.7	MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE LA COORDINATION.....	42
11	ANNEXES DU PGC.....	43
	PLAN DE CIRCULATION PEM.....	44
	CONSIGNES GENERALES DE SECURITE ET D'HYGIENES.....	45
	AIPP AVEC UTILISATEUR DU SITE.....	46
	MODELE D'EXAMEN D'ADEQUATION DE GRUE MOBILE (Modèle UFL).....	47
	LOCATION D'ENGINS AVEC CHAUFFEUR OU PRESTATAIRE DE SERVICE.....	49
	PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE.....	50
	FICHE D'ACCUEIL DU NOUVEL ARRIVANT.....	52
	ACCUEIL DES LIVREURS.....	53
	PERMIS DE FEU MODELE PEM.....	55
	NUMEROS UTILES.....	56

PLAN GENERAL DE COORDINATION
REFONTE DU RESEAUX ELECTRIQUES
REFONTE DES CANIVEAUX TECHNIQUES
SITE DU SESDA - PEM SUD - SAINT MANDRIER

Version : 0.1

Date : 25/10/2024

Page 5 / 57

1 TABLE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

GLOSSAIRE PAR ORDRE ALPHABETIQUE

AE	Acte d'Engagement
AMO	Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
APD	Avant-Projet Définitif
APS	Avant-Projet Sommaire
BET	Bureau d'Etudes Techniques
BPU	Bordereau de Prix Unitaires
BSDA	Bordereau de Suivi de Déchets Amiantés
BSDD	Bordereau de Suivi de Déchets Dangereux
BSDI	Bordereau de Suivi de Déchets Industriels
CACES	Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité
CARSAT	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé Au Travail
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTC	Cahier des Clauses Techniques Communes
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
CE	Communauté Européenne
CFO/CFA	Courant FO rt / Courant FA ible
CMR	Cancérogènes, Mutagènes et toxiques pour la Reproduction
CNAMTS	Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés
CRAMIF	Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France
CSPS :	Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé
CT	Contrôleur Technique ou Code du Travail
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
DHOL	Document Harmonisé de l'Organisation des Livraisons
DI	Déchets Inertes
DIB	Déchets Industriels Banals
DICT	Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux
DIRECCTE	Directions Régionales des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
DIS	Déchets Industriels Spéciaux
DIUO	Dossier d'Intervention Ultérieures sur l'Ouvrage
DOE	Dossier des Ouvrages Exécutés
DPGF	Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
DT	Demande de projet de Travaux
DTU	Document Technique Unifié

PLAN GENERAL DE COORDINATION
REFONTE DU RESEAUX ELECTRIQUES
REFONTE DES CANIVEAUX TECHNIQUES
SITE DU SESDA - PEM SUD - SAINT MANDRIER

Version : 0.1

Date : 25/10/2024

Page 6 / 57

EP	Eaux Pluviales
EPC	Equipement de Protection Collective
EPI	Equipement de Protection Individuelle
FCR	Fibre Céramique Réfractaire
FDS	Fiche de Données Sécurité
GC	Génie Civil ou Gardes Corps
H2S	Hydrogène Sulfuré
HAP	Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques
INRS	Institut National de la Recherche Scientifique
MCA	Matériaux Contenant de l'Amiante
MIG et MAG	Metal Inert Gas et Metal Active Gas
MO	Maitre d'Ouvrage
MOe	Maitre d'Oeuvre
NF	Norme Française
OPPBTP	Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics
PGC SPS	Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé
PIC	Plan d'Installation de Chantier
PIR(L)	Plateforme Individuel Roulante (Légère)
PPSPS	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
PV	Procès Verbal
SAMU	Service d'Aide Médicale Urgente
SST	Sauveteur Secouriste du Travail
VIC	Visite d'Inspection Commune
VRD	Voie et Réseaux Divers

2 RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

- ✚ EVITER LES RISQUES.
- ✚ EVALUER LES RISQUES QUI NE PEUVENT PAS ETRE EVITES.
- ✚ PROTEGER DES RISQUES QUI NE PEUVENT ETRE MAITRISES DE FAÇON SATISFAISANTE PAR DES MESURES COMPENSATOIRES.
- ✚ ADAPTER LE TRAVAIL A L'HOMME, EN PARTICULIER EN CE QUI CONCERNE LA CONCEPTION DES POSTES DE TRAVAIL AINSI QUE LE CHOIX DES EQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET DES METHODES DE TRAVAIL ET DE PRODUCTION, EN VUE NOTAMMENT D'ATTENUER LE TRAVAIL MONOTONE ET LE TRAVAIL CADENCE ET DE REDUIRE LES EFFETS DE CEUX-CI SUR LA SANTE.
- ✚ TENIR COMPTE DE L'ETAT D'EVOLUTION DE LA TECHNIQUE.
- ✚ REMPLACER CE QUI EST DANGEREUX PAR CE QUI N'EST PAS DANGEREUX OU PAR CE QUI EST MOINS DANGEREUX.
- ✚ PLANIFIER LA PREVENTION EN VISANT UN ENSEMBLE COHERENT QUI INTEGRE DANS LA PREVENTION LA TECHNIQUE, L'ORGANISATION DU TRAVAIL, LES CONDITIONS DE TRAVAIL, LES RELATIONS SOCIALES ET L'INFLUENCE DES FACTEURS AMBIANTS AU TRAVAIL.
- ✚ PRENDRE LES MESURES DE PROTECTION COLLECTIVES PAR PRIORITE A DES MESURES DE PROTECTION INDIVIDUELLES.
- ✚ DONNER LES INSTRUCTIONS APPROPRIEES AUX TRAVAILLEURS.

Ces Principes Généraux de Prévention doivent être mis en œuvre, par chaque intervenant pour ce qui le concerne :

- Dans les choix architecturaux
- Dans l'organisation de l'opération
- Dans la planification d'exécution des différents travaux
- Dans le choix des modes opératoires, matériels et matériaux dans la participation active du personnel

<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	-	<div>P</div>	<div>G</div>	<div>C</div>	<div>S</div>	<div>P</div>	<div>S</div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div>0</div>	<div>1</div>
<i>Code projet</i>						<i>Type de doc</i>			<i>Emetteur</i>			<i>Arborescence</i>				<i>N° document</i>				<i>Version</i>	
					Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation															Page 8 sur 57	

4 CADRE REGLEMENTAIRE

Rappel des principaux textes relatifs à la mission de « COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE » :

- Directives du Conseil des Communautés Européennes 92/57 CEE du 24 juin 1992,
- Loi N° 93-1418 du 31 décembre 1993, modifiant les dispositions du Code du Travail,
- Décret N° 94-1159 du 26 décembre 1994, portant application des dispositions de la loi,
- Arrêté du 7 mars 1995, relatif à la formation de Coordonnateurs,
- Décret N° 95-607 du 6 mai 1995, concernant les prescriptions réglementaires à respecter par les employeurs et les travailleurs indépendants,
- Décret N° 95-608 du 6 mai 1995, Modifiant le Code du Travail, aux fins d'application, aux employeurs et travailleurs indépendants,
- Décret N° 2003-68 du 24 janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil,
- Arrêté du 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L 4532-8 du code du travail (risques particuliers avec plan général simplifié de coordination SPS),
- Arrêté du 26 décembre 2012 : Relatif à la formation des coordonnateurs et formateurs.

L'ensemble des travaux est soumis aux normes, textes, règlements en vigueur, directives, recommandations, prescriptions des fabricants, et avis techniques des procédés mis en œuvre, tel que stipulé dans les pièces écrites du marché.

En outre, les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, intégrées aux Codes : du Travail, de la Construction et de l'habitation, de l'Urbanisme, des Marchés Publics, de la Sécurité Sociale sont applicables, ainsi que tous textes ayant trait à l'hygiène, la sécurité, les conditions de travail, l'ergonomie des postes de travail, la main d'œuvre étrangère ou non etc.

AUTRES PRESCRIPTIONS :

Toutes les recommandations publiées par les organismes de prévention (INRS, OPPBTP, CARSAT) seront suivies scrupuleusement.

<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	-	<div>P</div> <div>G</div> <div>C</div>	<div>S</div> <div>P</div> <div>S</div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div>0</div>	<div>1</div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version	
	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 9 sur 57	

5 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS INTERESSANT LE CHANTIER

PLAN GENERAL DE COORDINATION
REFONTE DU RESEAUX ELECTRIQUES
REFONTE DES CANIVEAUX TECHNIQUES
SITE DU SESDA - PEM SUD - SAINT MANDRIER

Version : 0.1

Date : 25/10/2024

Page 11 / 57

5.7 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

ORGANISME OFFICIEL DE PREVENTION	REPRESENTANT	COORDONNEES
Inspection du Travail des Armées BCRM Saint Mandrier BP 942 – 83 800 Saint Mandrier cedex 9	Monsieur BLACHE	TEL : 04 22 42 19 09 FAX : 04 22 42 08 30
CARSAT Rue Emile Ollivier 83000 SAINT MANDRIER	Monsieur VIEIL	Tél. : 04 94 46 89 64 Fax : 04 94 46 89 63
O.P.B.T.P. 10, Place de la Joliette Les Docks - Atrium 10.6 13002 Marseille		Tél. : 04 91 71 48 48 Fax : 04 91 22 66 64

SERVICES EXTERIEURS ET NUMERO D'URGENCE

POMPIERS	TEL : 18 par Tél. filaire marine PORT. : 04 22 42 93 38
SAMU	TEL : 15 par Tél. filaire marine
CENTRE ANTI-POISON	TEL : 04 91 75 25 25
CENTRE DES GRANDS BRULES	TEL. : 04 91 38 39 31
CELLULE SST SAINT MANDRIER	Monsieur NEHOU franck.nehou@intradef.gouv.fr

Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS (initial et avenant) : le nom et les coordonnées du Représentant du chef d'entreprise présent sur le site, le nom et les coordonnées de leur médecin du travail ainsi que celles du personnel SST

Il incombera à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.

5.8 LES INTERVENANTS

DONNEUR D'ORDRE	REPRESENTANT	COORDONNEES
SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION (SGA) SERVICE D 'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE(SID) USID de SAINT MANDRIER	Me STHAL JAQUET	

<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	-	<div> <div>P</div> <div>G</div> <div>C</div> </div>	<div> <div>S</div> <div>P</div> <div>S</div> </div>	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<div> <div>0</div> <div>1</div> </div>
Code projet	Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version	
	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 11 sur 57

PLAN GENERAL DE COORDINATION
REFONTE DU RESEAUX ELECTRIQUES
REFONTE DES CANIVEAUX TECHNIQUES
SITE DU SESDA - PEM SUD - SAINT MANDRIER

Version : 0.1

Date : 25/10/2024

Page 12 / 57

CHARGE D'AFFAIRE	REPRESENTANT RESPONSABLE DU DOSSIER	COORDONNEES
SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION (SGA) SERVICE D 'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE(SID) USID de Saint Mandrier	M OLIVIER Éric	Tél. : 04 22 42 85 14 Port. : 06 74 89 77 02

COORDONNATEUR DE SECURITE	REPRESENTANT	COORDONNEES
E.G.E. Méditerranée ESPACE MANA 290 avenue Robespierre 83130 LA GARDE	Titulaire: Monsieur PATOIS	Tél. : 04 94 14 44 17 Fax : 04 94 14 44 13 Port : 06 09 04 13 01

5.9 REPARTITION DES TRAVAUX

Le Plan Général de Coordination est établi alors que les entreprises sous-traitantes ne sont pas encore désignées, celles-ci feront l'objet d'une mise à jour du présent *P.G.C.* au fur et à mesure de leur désignation.

<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	-	<div> <div>P</div> <div>G</div> <div>C</div> </div>	<div> <div>S</div> <div>P</div> <div>S</div> </div>	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<div> <div>0</div> <div>1</div> </div>
<i>Code projet</i>		<i>Type de doc</i>	<i>Emetteur</i>	<i>Arborescence</i>	<i>N° document</i>	<i>Version</i>
	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 12 sur 57

ENTREPRISES TITULAIRES

ENTREPRISE	REPRESENTANT	COORDONNEES
ELECTRCITE CFO/CFA		
CANIVEAUX TECHNIQUES		

ENTREPRISES SOUS-TRAITANTES

ENTREPRISES	REPRESENTANTS	COORDONNEES

Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation

Page 13 sur 57

PLAN GENERAL DE COORDINATION
REFONTE DU RESEAUX ELECTRIQUES
REFONTE DES CANIVEAUX TECHNIQUES
SITE DU SESDA - PEM SUD - SAINT MANDRIER

Version : 0.1

Date : 25/10/2024

Page 14 / 57

MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE EN CONCERTATION AVEC LE CSPPS

5.10 MODE PRELIMINAIRES AUX TRAVAUX

5.10.1 DIAGNOSTICS AVANT TRAVAUX

AMIANTE : Un rapport de repérage de matériaux contenant de l'amiante avant travaux sera joint au dossier de consultation. **Non transmis au jour de la rédaction du présent PGC**

NOTA : En cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante non répertoriés dans le cadre du rapport de repérage amiante avant travaux/démolition les dispositions suivantes devront être appliquées :

- ✚ Les entreprises devront **respecter les termes du décret 2012-639 du 4 mai 2012**, en ce qui concerne les opérations de retrait, de confinement ou d'intervention sur des matériaux susceptibles d'émettre des fibres d'amiantes (sous-section 4).
- ✚ En cas d'opération de retrait ou de travaux en sous-section 4 **respect impératif de la recommandation INRS ED 6091**

PLOMB :

Non concerné

CARACTERISATION DES ENROBES :

Non concerné

5.10.2 CONTRAINTES ET ENVIRONNEMENT

L'exécution des travaux sera réalisée en zone militaire. A charge des entreprises de garantir par tout moyen de protection la sécurité des tiers et le maintien des activités du PEM. Les travaux devront être réalisés aux heures normales de travail, les entreprises pourront être amenées à suspendre leur activité ou à exécuter des travaux en dehors des horaires normaux de fonctionnement. La circulation des utilisateurs devra être maintenue pendant toute la durée du chantier. Des contraintes importantes peuvent découler en fonction de l'activité des avoisinants.

Respect de la réglementation en vigueur concernant :

- Codes du travail, de l'urbanisme, de l'environnement, de la loi sur l'eau, étude d'impact, etc,
- Réglementation sanitaire départementale,
- Arrêtés et décrets en vigueur.

Une attention particulière sera prise vis à vis de la signalisation du chantier.

Les voies de circulation devront rester libres en permanence, priorité au passage des secours en cas d'urgence.

Les entrepreneurs sont réputés avoir, avant remise de leurs offres, pris connaissance (complète et entière), des lieux et de leurs abords, et avoir, s'ils le jugeaient utile, sollicité l'USID de Saint Mandrier, pour tous renseignements complémentaires utiles.

Ils sont donc réputés avoir pu apprécier les contraintes liées au site, et en avoir tenu compte lors de la remise de leurs offres.

La protection des installations existantes sera mise en place, pour ne pas créer, pendant la durée des travaux, des perturbations dans les lieux occupés et en service (réseaux électriques, téléphoniques, de chauffage, d'eaux, etc..).

Tous les moyens nécessaires seront mis en œuvre (en accord avec l'USID de Saint Mandrier et le C.S.P.S.) pour qu'il en soit ainsi.

<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	-	<div>P</div> <div>G</div> <div>C</div>	<div>S</div> <div>P</div> <div>S</div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div>0</div> <div>1</div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 14 sur 57

PLAN GENERAL DE COORDINATION
REFONTE DU RESEAUX ELECTRIQUES
REFONTE DES CANIVEAUX TECHNIQUES
SITE DU SESDA - PEM SUD - SAINT MANDRIER

Version : 0.1

Date : 25/10/2024

Page 16 / 57

Les entreprises prendront à leurs frais et risques, toutes dispositions nécessaires pour ne pas créer de gêne aux usagers du site.

Pour information : Les accès sont très intenses aux heures de pointes d'embauche (7h00-8h30) et de débauche (16h00-17h30).

5.11 ACCES AU CHANTIER

Les accès sont existants.

Les véhicules autorisés à circuler dans le PEM doivent :

- Circuler à allure réduite, respect impératif de la réglementation routière et des règles de sécurité propres au site.
- Circuler et stationner uniquement dans les zones prévues à cet effet.

A charge de chaque entreprise titulaire de prendre toutes dispositions pour assurer la propreté et le maintien en état des accès et des zones de circulation cela ne dispensant pas les autres entreprises présentes sur le chantier d'appliquer cette exigence dans l'exécution de leurs propres travaux.

5.12 INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER

Compte tenu de la localisation des travaux et de la durée, l'USID de Saint Mandrier met à disposition des salariés les sanitaires du site du SESDA (bâtiment à confirmer). Les restaurants du site sont également accessible au moyen de l'achat d'un ticket (tenue correcte exigé).

5.13 INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE DE CHANTIER

5.13.1 GENERALITES

A la charge du titulaire du lot Electricité d'effectuer l'ensemble des installations électriques nécessaires aux travaux du chantier, y compris armoire principale, demande de branchement auprès du ou des services intéressés, etc.

Les entreprises réalisant les différentes prestations indiqueront leurs besoins en puissance électrique, en phase préparation de chantier.

A la charge du titulaire du lot Electricité d'effectuer le réseau principal provisoire d'électricité, y compris son raccordement.

L'ensemble des installations sera exécuté et contrôlé quotidiennement par du personnel habilité et en respectant les normes en vigueur.

La vérification de l'installation électrique de chantier sera confiée à un organisme agréé à la charge du titulaire. Une copie du PV de l'organisme agréé (avec mention : installation conforme) devra être remis aux représentants de la Maîtrise d'ouvrage, de la Coordination SPS et de l'exploitant de la zone
Le cas échéant la VGP ou la facture d'achat du coffret électrique de chantier devra être transmise au préalable de son installation.

5.13.2 BRANCHEMENT ELECTRIQUE DE CHANTIER.

A partir du point de livraison, **le titulaire du lot Electricité** aura à sa charge l'installation électrique principale du chantier.

Elle comprend l'installation électrique nécessaire aux besoins du chantier. Sont compris dans cette installation, les armoires et réseaux de distribution qui devront respecter notamment les prescriptions de décret du 14/11/88, la norme NF C.15.100 et **le régime de neutre du PEM.**

A la charge du titulaire de réaliser l'installation et la distribution électrique des différentes zones de travail. Le nombre d'armoires sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égal à 20 m. Tout le matériel fourni devra être conforme aux règlements en vigueur tant pour le fonctionnement de l'outillage courant, que pour les moyens portatifs d'éclairage.

<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	-	<div>P</div> <div>G</div> <div>C</div>	<div>S</div> <div>P</div> <div>S</div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div>0</div> <div>1</div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 16 sur 57

En aucun cas, les installations des locaux ne seront prévues pour le branchement d'appareils tels que des postes à soudures, etc. Le branchement de tels appareils sera à la charge des entreprises les utilisant. Les armoires seront montées sur pieds, elles seront à doubles parois et munies d'un arrêt d'urgence (IP 447). Elles seront en permanence fermées à clef.

5.13.3 PROTECTION DES CIRCUITS PAR DISPOSITIFS DIFFERENTIELS

- Circuits terminaux : protection par DDR 30 mA instantané OBLIGATOIRE.
- En tête d'installation : protection 1 ampère retardée - 0,2 seconde minimum.
- Les réseaux devront être parfaitement protégés, toutes les prises de courant seront reliées au circuit de terre.

5.14 TELEPHONE DE SECOURS

Les numéros d'urgence propres à l'opération devront figurer dans le PPSPS de l'entreprise.

5.15 PARKING – STATIONNEMENT

Les véhicules de chargement et déchargement pour le matériel de chantier et divers ne devront stationner provisoirement et uniquement que pendant les phases de travail dans l'enceinte du chantier. En dehors de ces périodes, les véhicules devront stationner sur les parkings prévus à cet effet.

Les voies et issues prévues pour les secours et évacuation devront impérativement être maintenu et libre dégagé en permanence.

5.16 CLOTURES ET BALISAGE DE CHANTIER

Chaque entreprise titulaire se chargera à ses frais de la mise en place, des déplacements et compléments éventuels de la clôture de chantier et des portails d'accès.

Le chantier doit être clos.

Ce balisage sera composé :

Barrières extensibles



barrières type chantier mobile



Barrières mobile



Potelet avec chaînette plastique



Des panneaux de signalisation « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC », et « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE » devront être mis en place au droit de chaque accès.

Les clôtures plastiques orange, rubalise et treillis soudés sont proscrits.

Cette clôture devra être maintenue en parfait état par **l'entreprise titulaire**.

Chaque entreprise titulaire se chargera à ses frais de la mise en place de la signalétique intérieure et extérieure suivant directives de l'USID de SAINT MANDRIER et du CSPS.

5.17 CONTROLE D'ACCES DU CHANTIER

L'ouverture et la fermeture des accès seront assurées par **l'utilisateur du site aux horaires normaux de travail**.

<div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div>	-	<div>P</div> <div>G</div> <div>C</div>	<div>S</div> <div>P</div> <div>S</div>	<div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div>	<div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div>	<div>0</div> <div>1</div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 17 sur 57

Le système de badges nominatifs avec photos pour tout le personnel et visiteurs du chantier est celui en vigueur au sein du PEM de Saint Mandrier. Chaque entreprise établira la liste nominative complète de son personnel y compris sous-traitants, cotraitants, intérimaires, travailleurs indépendants, etc., devant intervenir sur le site, ainsi qu'une copie de chaque carte d'identité.

A noter



Pour le personnel civil, transmettre la demande d'accès 72h ouvrable avant la venue sur site. (Tableau -joint au marché à remplir + CNI)

La porte Nord est ouverte H24 7J/7.

Gabarit du tunnel 4m (interdiction aux véhicules détenant des matières dangereuses)

La porte Sud est ouverte de 06h45 à 08h00. Si véhicule hors gabarit du tunnel, ouverture aubette Sud possible. La personne doit dans tous les cas s'enregistrer à l'aubette Nord avant et prévenir le PEM au 04.22.42.89 09.

Tout salarié présent sur site devra être clairement identifiable et avoir au préalable reçu une formation et une information aux risques inhérents à l'opération (voir modèle « fiche d'accueil » joint en annexe du présent PGC).

Toute personne sans badge et non informée des risques se verra interdire l'accès au chantier.

Rappel de la loi en ce qui concerne la carte d'identification professionnelle pour les salariés du BTP (art. 282 de la loi 2015-990 du 06 aout 2015) :

L'employeur qui ne respecte pas son obligation de délivrance d'une carte d'identification professionnelle dans le BTP sera passible d'une **amende d'un montant maximal de 2 000 € par salarié et de 4 000 € en cas de récidive dans un délai d'un an** à compter du jour de la notification de la première amende. Le montant total de l'amende ne peut être supérieur à 500 000 €.

Respect impératif du décret no 2016-175 du 22 février 2016 relatif à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics.

5.18 DISPOSITIONS PARTICULIERES

5.18.1 DISPOSITIONS VIS A VIS DES CONTRAINTES LOCALES (SERVITUDES DIVERSES)

En ce qui concerne l'usage des voies, les dispositions particulières sont à respecter par l'entrepreneur pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux.

Les entrepreneurs devront se conformer aux prescriptions du PEM, de TPM et de la ville de Saint Mandrier concernant l'usage de leurs voiries respectives.

5.18.2 CANALISATIONS OU RESEAUX NON VISIBLES

Application de la réglementation en vigueur, à savoir :

- L'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution,
- L'arrêté du 22 décembre 2015 relatif au contrôle des compétences des personnes intervenant dans les travaux à proximité des réseaux et modifiant divers arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux,
- Arrêté du 27 décembre 2016 portant approbation des prescriptions techniques prévues à l'article R. 554-29 du code de l'environnement et modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux,
- Norme NF S 70-003 partie 1 et du guide technique des travaux,
- Guide technique approuvé prévu à l'article R. 554-29 du code de l'environnement (Fascicule 1, 2 version 2 et 3),
- Code du travail article R4534-107 à R4534-125.

<div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>	-	<div><div>P</div><div>G</div><div>C</div></div>	<div><div>S</div><div>P</div><div>S</div></div>	<div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>	<div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>	<div><div>0</div><div>1</div></div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 18 sur 57

PLAN GENERAL DE COORDINATION REFONTE DU RESEAUX ELECTRIQUES REFONTE DES CANIVEAUX TECHNIQUES SITE DU SESDA - PEM SUD - SAINT MANDRIER	Version : 0.1
	Date : 25/10/2024
Page 19 / 57	

Ces entreprises devront alors, prendre toutes les dispositions nécessaires à la protection de ces canalisations ou réseaux (sur la totalité de l’emprise du projet).
Tous les dommages survenant à ces canalisations ou réseaux par la faute ou la négligence des entreprises seraient réparés entièrement à leurs frais.

6 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE

ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT SUR LE CHANTIER

6.1 VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALE OU VERTICALE

6.1.1 CIRCULATION DANS L'EMPRISE DU CHANTIER

Les entreprises devront conduire leurs travaux de manière à maintenir dans des conditions convenables les communications et les réseaux traversant le chantier, notamment ceux qui intéressent la circulation des personnes et l'écoulement des eaux.

Les circulations devront être maintenues en permanence libres et dégagées.

Les déchets, matériaux ou matériels ne devront en aucun cas être stockés dans les circulations.

6.1.2 HORS EMPRISE DU CHANTIER

En périphérie de la zone chantier, les travaux seront conduits en tenant compte des contraintes liées aux avoisinants de façon à maintenir, en permanence, la circulation des usagers des voies publiques et des accès éventuels de sécurité.

Cette obligation absolue de maintenir en permanence les accès, aux services de sécurité, aux piétons, aux véhicules, aura pour conséquence de procéder, le cas échéant, à l'édification d'installations provisoires de façon à minimiser les gênes apportées et les risques occasionnés.

Les entreprises concernées devront prévoir de faire toutes les demandes et autorisations nécessaires aux services compétents dont dépend le chantier.

6.2 CONDITIONS DE MANUTENTION - INTERFERENCE DES APPAREILS DE LEVAGE - LIMITATION DU RECOURS AUX MANUTENTIONS MANUELLES

6.2.1 GENERALITES

En application au décret N° 12-958 du 3/09/92, les entreprises devront prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

6.2.2 AIRES DE CHARGEMENT ET DE DECHARGEMENT

Elles figurent systématiquement sur le plan d'installation de chantier et seront évolutives en fonction de l'avancement du chantier. Ces aires et leurs voies d'accès seront délimitées matériellement (garde-corps, palissades, clôtures,...) et maintenues en bon état pendant toute la durée du chantier.

6.2.3 MANUTENTION SPECIALE

Les entreprises définiront, dans leur plan particulier de sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner.

6.2.4 UTILISATION ET CONDUITE D'ENGINS

Les manœuvres et les élévations avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées du guidage des véhicules et des engins ainsi que la signalisation vis à vis des autres utilisateurs de la zone de circulation.

Des avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière seront obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement. Chaque conducteur devra être en possession du titre d'habilitation établi par son employeur et de son CACES.

L'entreprise titulaire qui mettra en œuvre un engin de chantier devra s'assurer de son adéquation avec la tâche à réaliser. Transmission d'un examen d'adéquation au CSPS avant l'amenée du matériel.

Il est interdit d'utiliser des appareils de levage de charges pour lever des personnes.

<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	-	<div>P</div> <div>G</div> <div>C</div>	<div>S</div> <div>P</div> <div>S</div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div>0</div> <div>1</div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 20 sur 57

PLAN GENERAL DE COORDINATION
REFONTE DU RESEAU ELECTRIQUES
REFONTE DES CANIVEAUX TECHNIQUES
SITE DU SESDA - PEM SUD - SAINT MANDRIER

Version : 0.1

Date : 25/10/2024

Page 21 / 57

Un exemplaire des rapports de vérifications réglementaires que doivent subir les engins amenés à manutentionner devra être tenu à disposition sur le site par les entreprises utilisatrices ou intervenantes.

6.2.5 APPAREILS DE LEVAGE

Sans objet pour cette opération

6.2.6 OPERATION DE CHARGEMENT ET DE DECHARGEMENT

Les règles de coordination de la prévention définies au présent article adaptent celles qui sont énoncées aux articles R 4515-4 à 11 du Code du travail, pour les opérations de chargement ou de déchargement exécutées par des entreprises effectuant le transport de marchandises, en provenance ou à destination d'un lieu extérieur à l'enceinte du chantier pour le compte de l'entreprise utilisatrice, dite « entreprise d'accueil ».

Il faut entendre par opération de chargement et de déchargement toute activité concourant à la mise en place sur ou dans un engin de transport routier, ou la suppression de celui-ci, de produit, fonds et valeurs, matériels ou engins, déchets, objets et matériaux de quelque nature que ce soit.

Ces opérations doivent faire l'objet d'un document dit « **ACCUEIL DES LIVREURS** » (Modèle en annexe du présent P.G.C). Un exemplaire original doit être remis au CSPS obligatoirement avant toute opération.

Le protocole de sécurité comprend toutes les indications et informations utiles à l'évaluation des risques de toutes natures générées par l'opération et les mesures de prévention et de sécurité qui doivent être observées à chacune des phases de sa réalisation.

Ces informations concernent notamment :

A) POUR L'ENTREPRISE D'ACCUEIL

- Les consignes de sécurité, et particulièrement celles qui concernent l'opération de chargement ou de déchargement,
- Le lieu de livraison ou de prise en charge, les modalités d'accès et de stationnement aux postes de chargement ou de déchargement accompagnées d'un plan et des consignes de circulation,
- Les matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement ou déchargement,
- Les moyens de secours en cas d'accident ou d'incident,
- L'identité du responsable désigné par l'entreprise d'accueil auquel l'employeur délègue ses attributions.

B) POUR LE TRANSPORTEUR

- Les caractéristiques du véhicule, son aménagement et ses équipements,
- La nature et le conditionnement de la marchandise,
- Les précautions ou sujétions particulières résultant de la nature des substances ou produits transportés notamment celles qui sont imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses.

6.3 DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX, EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIERE OU DE SUBSTANCES DANGEREUSES

6.3.1 GENERALITES

Les entreprises devront informer l'USID de Saint Mandrier et le CSPS de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier.

L'USID de Saint Mandrier en concertation avec l'utilisateur du site, après analyse des besoins exprimés, étudiera les éventuelles mises à disposition des zones de stockage nécessaires au bon déroulement du chantier.

Ces zones supplémentaires seront délimitées et intégrées au plan d'installation de chantier, **qui sera tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux par le titulaire.**

<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	-	<div> <div>P</div> <div>G</div> <div>C</div> </div>	<div> <div>S</div> <div>P</div> <div>S</div> </div>	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<div> <div>0</div> <div>1</div> </div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 21 sur 57

Les entrepreneurs seront tenus informés des décisions et devront s'y conformer.

6.3.2 PRODUITS DANGEREUX

Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS, si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion, en joignant les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits en annexe de leur PPSPS. Dans ce cas, les moyens particuliers à mettre en œuvre (ex : bac de rétention ...) dans les zones de stockage définies et intégrées au PIC seront définis par le Coordonnateur de sécurité, en fonction des risques.

6.4 CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX UTILISES

6.4.1 PRODUITS PRESENTANT UN ETIQUETAGE DE DANGEROUSITE

Avant d'introduire des substances dangereuses sur le site :

- L'entrepreneur devra mettre à disposition sur site les Fiches de Données de Sécurité (FDS) pour les substances en question,
- L'entrepreneur a la responsabilité d'informer son personnel quant à la sécurité en matière de protection de la santé des salariés et de l'environnement.

Tous les produits présents sur le chantier doivent être munis d'une étiquette réglementaire (identification de la substance - type de risque - mesures de prévention premiers soins) quelle que soit la quantité et conservés exclusivement dans des emballages/récipients d'origine.



Avant de transporter ou d'utiliser une substance ou préparation susceptible d'être dangereuse sur le site, il faudra s'assurer de bien connaître les risques qu'elle présente, ainsi que les premiers secours en cas de contact accidentel ou intoxication (voir fiche toxicologique). Avant la mise en œuvre des produits, appliquer les mesures de protection collective et individuelle conformément aux FDS.

Les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et le lieu de traitement (produits et procédures) devront se faire dans une décharge contrôlée de catégorie correspondant aux déchets à évacuer.

Les bons de transport ainsi que les bons de mise en décharge de ces matériaux devront être transmis à l'USID de Saint Mandrier et au C.S.P.S.

6.5 UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES

Deux grands principes régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier :

-  Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés.
-  Chaque corps d'état doit la protection de son personnel vis-à-vis du matériel à mettre en place sur le chantier, et ce pendant toute la durée du chantier.

À noter



Extrait de l'article L4121-2 du code du travail : « L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants : 8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle..... »

La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, évaluée lors de la phase de conception par le Coordonnateur Sécurité en concertation avec l'USID de Saint Mandrier, réclame que chaque **entreprise titulaire** soit chargée de la fourniture, de la mise en place et de la maintenance des protections collectives sur chacune de leurs zones de travail.

<div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>	-	<div><div>P</div><div>G</div><div>C</div></div>	<div><div>S</div><div>P</div><div>S</div></div>	<div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>	<div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>	<div><div>0</div><div>1</div></div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 22 sur 57

Cette coordination doit strictement éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.

Une protection adaptée à leurs travaux devra donc être mise en place.

Les entreprises devront mettre en place, en suivant la progression de leurs travaux, des protections collectives contre la chute des personnes et des objets en tout point où cela s'avérera nécessaire et ce jusqu'à la fin de l'ensemble des travaux. Ces protections devront être homogènes et leur continuité devra être assurée.

En accord avec l'USID de Saint Mandrier et le Coordonnateur Sécurité, après mise en demeure infructueuse, se réservent le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

Chaque entreprise dans sa spécialité, sera tenue d'établir, entretenir et maintenir, à ses frais, les ouvrages provisoires nécessaires à la construction des ouvrages, à leur visite, à la protection efficace des ouvriers, des autres personnes, de la construction proprement dite.

Ces ouvrages provisoires : Echafaudages, passages, ponts de service, clôtures, balustrades, bâches, etc., seront maintenus pendant tout le temps des travaux et plus si cela est estimé indispensable par la Maîtrise d'Œuvre et le C.S.P.S.

L'USID de Saint Mandrier et le C.S.P.S. auront toujours le droit de refuser les ouvrages provisoires qui leurs paraîtraient offrir quelque danger pour la sécurité des tiers, ou celle des ouvriers et d'obliger l'entrepreneur à exécuter des travaux de consolidation jugés nécessaires.

Dans tous les cas, lesdits ouvrages ne pourront être enlevés sans l'autorisation de l'USID de Saint Mandrier, du bureau de contrôle, du C.S.P.S.

Tous les échafaudages concernant les travaux intérieurs et dans tous les locaux et à tous niveaux sont à la charge de chaque entreprise.

6.6 TRAVAIL EN ELEVATION

6.6.1 GENERALITES

Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles et d'escabeaux comme poste de travail est proscrite.

Lorsque la hauteur de travail sera inférieure à 2m, (hauteur mesurée du niveau de travail au sol), les entreprises devront utiliser des plates-formes individuelles roulantes ou des échafaudages roulants munis de garde-corps réglementaires (sur les quatre côtés) et de plinthes.

Pour les travaux situés à plus de 2m des échafaudages seront utilisés.

Les échafaudages seront conformes à la réglementation en vigueur, L'échafaudage mis en place par l'entreprise sera utilisable par tous les autres intervenants en ayant l'utilité, et ce, jusqu'à la fin du chantier, après signature d'un protocole de prêt et d'un PV de réception de l'ouvrage.

Les échafaudages, plates-formes ou nacelles répondront :

- Aux normes françaises,
- Aux réglementations en vigueur (loi, décrets 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, recommandations de l'INRS : r408),
- Aux règles neiges et vent et leurs annexes (nv 65) aux règles de construction métallique (cm66),
- Aux documentations et fiches émises par l'OPPBTP.

L'entrepreneur qui mettra en place un échafaudage, une plate-forme ou une nacelle devra :

- **Assurer la formation du personnel** (monteur, chef de chantier et chefs d'équipes) et interdire l'accès au personnel non autorisé,
- **Délivrer une attestation de compétence** par le **chef d'entreprise (recommandation de la CNAM : R408)**,
- Faire les démarches d'ouverture de travaux (déclarations auprès des organismes, occupations de voies ...),
- Fournir son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS),
- **Prendre les mesures pour interdire l'accès à l'échafaudage, plate-forme ou nacelle aux personnes non autorisées** (signalisation, échelles, trappes ou escaliers tour),
- Assurer la maintenance permanente de son échafaudage, plate-forme ou nacelle et la **vérification quotidienne**, et notamment les points d'ancrage.

6.7 UTILISATION DE MATERIEL ELECTRIQUE

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers.

- | | |
|--------------------|------------------------------------|
| - Rallonges | Type H 07 RNF Longueur maxi 25m |
| - Enrouleurs | Catégorie B NCF 61.720 |
| - Prises | Protection IP 447 incassable |
| - Baladeuse | NCF 71.008 |
| - Phares halogènes | Norme NF avec grille de protection |

Le Coordonnateur Sécurité pourra être amené à demander aux entreprises, un contrôle périodique du matériel électrique utilisé sur le chantier.

En aucun cas ces entreprises ne pourront refuser ces vérifications.

Les câbles, prises ou matériels électriques présentant une défectuosité devront impérativement être réparés ou le cas échéant être remplacés.

6.8 UTILISATION DU MATERIEL D'AUTRUI

Utilisation du matériel d'autrui ne peut se faire sans l'autorisation du responsable de ce matériel qui a en charge, en cas de prêt, de faire réceptionner l'utilisateur et de vérifier que les conditions d'utilisation sont bien prises en compte.

6.9 MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE CHANTIER

6.9.1 ACTIVITES SIMULTANEEES A EXCLURE SUR LE CHANTIER

Il apparaît que des travaux génèrent des risques incompatibles avec d'autres activités. Il s'agit notamment de :

- Travaux générant des poussières de silice cristalline alvéolaires et tous travaux à proximité immédiate,
- Utilisation de produits inflammables (vernis, colles, diluants, etc..) et travail avec source d'inflammation (chalumeau, cigarettes).
- Travaux de Manutention nécessitant des appareils de levage et tous autres travaux.
- Travaux de projection sur murs ou dégagement des poussières et tous autres travaux.

Attention : le fait de décaler deux activités ne dispense pas d'une analyse des risques résiduels générés par la ou les activités antérieures.

6.9.2 TRAVAUX SUPERPOSES ET COACTIVITES

La superposition des tâches sera évitée ou à défaut limitée.

Chaque cas sera examiné par l'USID de Saint Mandrier et le Coordonnateur Sécurité.

La coactivité successive doit également être prise en compte. Chaque entreprise dans sa spécialité devra tenir compte des corps d'état devant intervenir ultérieurement et pour cela devra la mise en place de protection collective et un balisage permettant de signaler et protéger les zones présentant des risques issus de leurs interventions (ex. : création de trémies, de réservations dans les planchers, mise en place de garde-corps définitif, protection au droit des ouvertures, etc.).

L'USID de Saint Mandrier et le titulaire doivent prendre les dispositions nécessaires afin d'éviter la coactivité de corps d'état différents lors de la réalisation de travaux présentant un risque particulier ou un spécifique (application de substances toxiques ou explosives, manutentions de matériaux lourds, etc. ...).

6.9.3 MISE EN ŒUVRE DE PRODUITS DANGEREUX

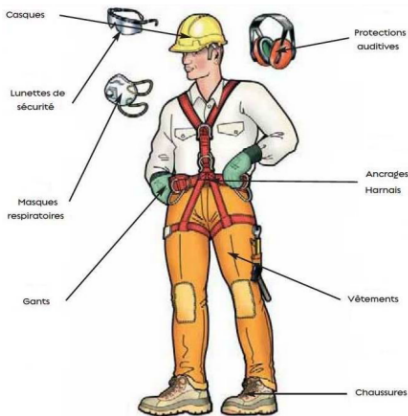
Les entreprises mettant en œuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels du chantier, (utilisation de substances toxiques ou inflammables, soudure, etc.) devront isoler leurs zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état (obligation de moyen et de résultat) : bâche, polyamide, panneaux rigides, etc.

Lorsqu'il est impossible de mettre en œuvre des mesures de protections collectives, il faut recourir aux dispositifs de protections individuelles adaptées au travail à effectuer conformément à la réglementation en vigueur.

6.10 PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Les mesures concernant chaque entreprise, seront précisées par celles-ci sur leur PPSPS.

Les protections individuelles peuvent être envisagées lorsque les protections collectives ne peuvent matériellement être mises en place.



Le harnais de sécurité ne devra être utilisé comme moyen de prévention contre le risque de chute de hauteur que pour des interventions ponctuelles, de courtes durées et non répétitives. Dans ce cas l'entrepreneur devra désigner une personne compétente qui :

- S'assurera que les points d'ancrage sont justifiés par note de calcul, sûrs (accès en sécurité), résistants et en nombre suffisant.
- Vérifiera l'installation du matériel (harnais, longe, ligne de vie, etc..) pour chaque salarié.

En tout état
utilisatrice
respect de
des



de cause c'est l'entreprise qui est responsable de la réglementation (fourniture équipements manquants).

**SYAM : SYstème d'Ancrage
Mobile** Ce dispositif répond
aux exigences de la Norme
EN795 Type B.

Le port du casque et des chaussures ou bottes de sécurité est obligatoire pour tout le personnel, et ce, qu'elle que soit l'entreprise et l'activité du salarié.

L'entreprise mettra à la disposition de son personnel les équipements et les protections individuelles adaptées aux types de tâches à exécuter ou à la situation de l'intervention.

<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	-	<div>P</div> <div>G</div> <div>C</div>	<div>S</div> <div>P</div> <div>S</div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div>0</div>	<div>1</div>
<i>Code projet</i>		<i>Type de doc</i>	<i>Emetteur</i>	<i>Arborescence</i>	<i>N° document</i>	<i>Version</i>	
	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation						Page 25 sur 57



A noter

Art. R4323-106 du code du travail

« L'employeur fait bénéficier les travailleurs devant utiliser un équipement de protection individuelle d'une formation adéquate comportant, en tant que de besoin, un entraînement au port de cet équipement. Cette formation est renouvelée aussi souvent que nécessaire pour que l'équipement soit utilisé conformément à la consigne d'utilisation. »

6.11 PROTECTION CONTRE LE BRUIT

Conformément à la réglementation en vigueur, l'entreprise est tenue de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Il ne devra être utilisé sur le chantier que des engins respectant les réglementations en vigueur et notamment respecter les articles R 4434-1 à R 4435-5 du Code du travail.

L'entreprise devra prévoir également des dispositifs de pièges à son, chaque fois que cela s'avère techniquement possible.

6.12 PROTECTION CONTRE LES VAPEURS TOXIQUES

Les entreprises utilisant des produits contenant des solvants doivent fournir les fiches de données de sécurité de leurs produits, et prendre les mesures adéquates pour la mise en œuvre des produits (aération des locaux, masques, et toutes autres protections individuelles des salariés et des tiers).

En conséquence les entreprises devront fournir les fiches de données de sécurité (FDS).

Les opérations de soudure dégageant des vapeurs toxiques, devront se faire avec précaution dans des espaces ventilés et avec masques adaptés. D'une manière générale, les postes de travail de soudure intensive devront être privilégiés en extérieur à l'air libre.

Le cas échéant, les dispositions générales sur l'aération/assainissement des locaux de travail devront être mises en œuvre (article R. 4221-1, R. 4222-1 et suivants, en particulier Article R. 4222-12 dans les locaux à pollution spécifique, les fumées doivent être captées « au fur et à mesure de leur production, au plus près de leur source d'émission et aussi efficacement que possible... »)

6.13 ANALYSE DES RISQUES FAITES PAR LE COORDONNATEUR SECURITE

Les mesures arrêtées sur les fiches « ANALYSE DES RISQUES » ne doivent pas empêcher les chefs d'entreprises d'effectuer leur propre analyse des risques et de prendre les mesures complémentaires de nature à assurer la protection de leurs salariés en fonction des procédés d'exécution mis en œuvre.

Les fiches sont établies au moment de la rédaction du présent PGC, en tenant compte des techniques et de l'environnement existant. En cas d'évolution de ces facteurs, les PPSPS devront être complétés et / ou mis à jour.

<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	-	<div>P</div> <div>G</div> <div>C</div>	<div>S</div> <div>P</div> <div>S</div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div>0</div> <div>1</div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 26 sur 57

FICHE ANALYSE DES RISQUES

FAR N°1 : SIGNALISATION / BALISAGE

LISTE DES OPERATIONS A EFFECTUER	MOYENS MIS EN OEUVRE
<ul style="list-style-type: none"> - Informer – sensibiliser le personnel - Guider - Baliser 	<ul style="list-style-type: none"> - Panneaux de signalisation - Feux avertisseurs - Affichage des arrêtés - Clôtures chantier
RISQUES PREVISIBLES	MESURES DE PREVENTION
<p>Intrusions de personnes extérieures sur le site</p> <p>Conformité de la signalisation</p> <p>Perturbation de la circulation</p> <p>Vitesse excessive aux abords du chantier</p> <p>Circulation d'engins de chantier</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place de la clôture de chantier avec affichage réglementaire « Interdit au public – port du casque obligatoire » - Chantier clos et indépendant - Se rapprocher des organismes responsables (DDE, Conseil départemental, commune,...etc), pour obtenir un arrêté de circulation adapté ainsi qu'une autorisation d'occupation du domaine public - Appliquer les prescriptions du manuel SETRA. - Signalisation nocturne impérative - Faire valider le plan de signalisation et de circulation provisoire par les services compétent dont dépend le chantier. - Mettre en place les panneaux indicateurs de modification temporaire de la circulation conformément au plan validé - Présence d'un homme trafic aux abords des accès du chantier pour les entrées et sorties des véhicules lourds et engins - Feux tricolores alternés si nécessaire. - Mettre en place des panneaux provisoires de limitation de vitesse. - Mise en place de GBA béton ou plastique (lestés) - Balisage de la zone d'évolution - Avertisseurs sonores de recul et visuel (gyrophare) sur les engins et véhicules - Mettre en place tous les panneaux indicateurs de la présence d'un chantier.
RISQUES LIES A LA COACTIVITE	MESURES DE PREVENTION
<p>Circulation et manœuvre d'engins et de véhicule divers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Heurt entre des usagers ou des salariés avec les engins et véhicules évoluant sur le chantier ou ses abords. 	<ul style="list-style-type: none"> - Port des EPI réglementés et adaptés (Gilet fluorescent et réfléchissant) - Baliser la zone d'évolution - Avertisseurs sonores de recul et visuel (gyrophare) sur les engins et véhicules - Aide à la manœuvre par un homme trafic ou chef de manœuvre - Cheminement des salariés et des piétons séparés physiquement de la circulation des engins et des véhicules

FICHE ANALYSE DES RISQUES

FAR N°13 : ELECTRICITE

LISTE DES OPERATIONS A EFFECTUER	MOYENS MIS EN OEUVRE
- Réseaux divers CFO /CFA	- Petits outillages - Moyen d'élévation
RISQUES PREVISIBLES	MESURES DE PREVENTION
<p>Circulation verticale et horizontale des salariés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risque de chutes de plain-pied <p>Installation électrique diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques d'électrocution <p>Travaux de d'électricité CFO /CFA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques de chutes de hauteur - Risques de chutes d'objet 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir les accès et circulation dégagés - Les postes de travail doivent être nettoyés et rangés quotidiennement - Les déchets et gravats doivent être évacués régulièrement et à défaut quotidiennement dans les bennes prévues à cet effet. Tri sélectif obligatoire - Utilisation de disjoncteur 30 mA - Utilisation matériel électroportatif de classe 2 avec vérification périodique - Utilisation de câble électriques de type H07 - Respect des consignes de sécurité - Aptitude du personnel intervenant conformément à la publication UTE C 18-510 - Maintien et/ ou rétablissement des protections collectives (potelet ou pince en extrémité avec tube galvanisé en lisse et sous lisse + plinthe de 0.10m) - Echafaudage monté et réceptionné conformément au décret 2004-924 du 1^{er} septembre 2004 - Utilisation de moyen d'élévation adapté et conforme de type PIR - Balisage physique systématique des zones présentant un risque - Utilisation d'échelle uniquement comme moyen d'accès - Attacher et caler les échelles (glissement) - Les échelles doivent dépasser d'un mètre - Vérification de la bonne inclinaison de l'échelle - Sabot antidérapant sous échelle
RISQUES LIES A LA COACTIVITE	MESURES DE PREVENTION
<p>Circulation verticale et horizontale des salariés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risque de chutes de plain-pied <p>Travaux de d'électricité CFO /CFA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques de chutes de hauteur - Risques de chutes d'objet 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir les accès et circulation dégagés - Les postes de travail doivent être nettoyés et rangés quotidiennement - Les déchets et gravats doivent être évacués régulièrement et à défaut quotidiennement dans les bennes prévues à cet effet. Tri sélectif obligatoire - Maintien et/ ou rétablissement des protections collectives (potelet ou pince en extrémité avec tube galvanisé en lisse et sous lisse + plinthe de 0.10m) - Echafaudage monté et réceptionné conformément au décret 2004-924 du 1^{er} septembre 2004 - Utilisation de moyen d'élévation adapté et conforme de type PIR - Balisage physique systématique des zones présentant un risque

<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	-	<div> <div>P</div> <div>G</div> <div>C</div> </div>	<div> <div>S</div> <div>P</div> <div>S</div> </div>	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<div> <div>0</div> <div>1</div> </div>
<i>Code projet</i>		<i>Type de doc</i>	<i>Emetteur</i>	<i>Arborescence</i>	<i>N° document</i>	<i>Version</i>
	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 28 sur 57

FICHE ANALYSE DES RISQUES

FAR N°16 : MANUTENTION

LISTE DES OPERATIONS A EFFECTUER	MOYENS MIS EN OEUVRE
<ul style="list-style-type: none"> - Analyser l'objet à déplacer - Choisir le mode d'élingage - Evaluer la masse du colis - Guider le grutier durant la manœuvre - Réceptionner l'objet - Manipulation de l'objet 	<ul style="list-style-type: none"> - Grue mobile - Grue auxiliaire sur porteur
RISQUES PREVISIBLES	MESURES DE PREVENTION
<p>Circulation verticale et horizontale des salariés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risque de chutes de plain-pied <p>Risque de chute de la charge</p> <p>Risque de renversement de la grue</p> <p>Risque de confusion de la manœuvre</p> <p>Risque de séquelles physiques</p> <p>Pertes des prises sur l'objet de part son poids et son encombrement</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir les accès et circulation dégagés - Les postes de travail doivent être nettoyés et rangés quotidiennement - Les déchets et gravats doivent être évacués régulièrement et à défaut quotidiennement dans les bennes prévues à cet effet. Tri sélectif obligatoire - Equilibrer les charges - Utiliser les appareils de levage adaptés - Le grutier doit être habilité, il doit vérifier quotidiennement l'état de sa grue et de ses appareils - Le grutier ne doit jamais shunter le contrôleur d'état de charge ni travailler sans stabilisateur - Une seule personne doit guider le grutier avec les gestes conventionnels - Ne pas forcer, se faire aider si besoin - Assimiler les postures à adopter selon la charge - Sensibilisation et formation aux gestes et postures ainsi qu'à l'ergonomie du poste de travail - Eviter de faire travailler la colonne vertébrale mais plutôt les genoux - Se rapprocher le plus possible de la charge à lever - Evaluer les risques encourus et mettre en action les moyens et le personnel nécessaires - Choisir si possible un outil prévu à cet effet - Porter les EPI

<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	-	<div>P</div>	<div>G</div>	<div>C</div>	<div>S</div>	<div>P</div>	<div>S</div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div>0</div>	<div>1</div>			
<i>Code projet</i>						<i>Type de doc</i>			<i>Emetteur</i>			<i>Arborescence</i>				<i>N° document</i>				<i>Version</i>	
					Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation														Page 29 sur 57		

RISQUES PREVISIBLES	MESURES DE PREVENTION
Risques liés à l'usure et la rupture des appareils de levage	<ul style="list-style-type: none"> - Stockage à l'abri de l'humidité - Evaluer la masse de la charge ainsi que les angles des élingues (60°) - Vérifier l'état des appareils de levage avant utilisation - Soigner la mise en place des accessoires de levage - Faire attention aux angles vifs - S'assurer que l'utilisation des appareils de levage et conforme à son marquage - Demander le certificat de conformité pour le matériel de location - Vérification du matériel en fonctions des travaux et risques encourus
RISQUES LIES A LA COACTIVITE	MESURES DE PREVENTION
Circulation verticale et horizontale des salariés : <ul style="list-style-type: none"> - Risque de chutes de plain-pied <ul style="list-style-type: none"> - Détérioration des accessoires de levage due à des utilisations diverses. - Interférence avec grue - Survol de zone de travail ou de voie publique - Heurt du personnel non impliqué dans la manutention 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir les accès et circulation dégagés - Les postes de travail doivent être nettoyés et rangés quotidiennement - Les déchets et gravats doivent être évacués régulièrement et à défaut quotidiennement dans les bennes prévues à cet effet. Tri sélectif obligatoire <ul style="list-style-type: none"> - Recommander de prêter le moins possible ces accessoires - Vérification systématique de l'état des accessoires de levage - Balisage des zones de manutention des charges - Accueil du personnel et présentation du chantier

FICHE ANALYSE DES RISQUES

FAR N°19 : GESTION DES DECHETS

LISTE DES OPERATIONS A EFFECTUER	MOYENS MIS EN OEUVRE
<ul style="list-style-type: none"> - Déchets inertes DI - Déchets Industriels Banal DIB - Déchets Industriel Spéciaux DIS 	<ul style="list-style-type: none"> - Goulotte d'évacuation - Container - Benne spécifiques - Bidon
RISQUES PREVISIBLES	MESURES DE PREVENTION
<ul style="list-style-type: none"> - Poussières <p>Manutention manuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risque de lombalgie - Risque de Trouble Musculo-Squelettiques - Coupures <p>Non-respect du tri sélectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mélange des catégories de déchets <p>Circulation verticale et horizontale des salariés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risque de chutes de plain-pied <ul style="list-style-type: none"> - Déchets amiantés <ul style="list-style-type: none"> - Risque d'incendie 	<ul style="list-style-type: none"> - Rabattage des poussières par arrosage <ul style="list-style-type: none"> - Port des EPI réglementaires - Respect des gestes de postures - Moyen mécanique d'aide à la manutention à privilégier <ul style="list-style-type: none"> - Ne pas souiller les DI avec des DIS - Evacuation des DI dans des carrières agréées - Collecte par des organismes agréés - Respect des catégories de benne - Trier les DIS <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir les accès et circulation dégagés - Les postes de travail doivent être nettoyés et rangés quotidiennement - Les déchets et gravats doivent être évacués régulièrement et à défaut quotidiennement dans les benne prévues à cet effet. Tri sélectif obligatoire - Mettre en place de la clôture de chantier avec affichage réglementaire « Interdit au public – port du casque obligatoire » - Chantier clos et indépendant <ul style="list-style-type: none"> - Les déchets devront être stockés temporairement dans un local inaccessible au public et protégés des intempéries. Dans le cas où ces derniers devraient être stockés en extérieures, l'entreprise devra veiller à leur intégrité et à les évacuer sous 15 jours. La zone de stockage devra être clôturée et l'affichage réglementaire mis en place. <ul style="list-style-type: none"> - Ne pas effectuer des travaux par point chaud à proximité de la benne DIS - Ne pas jeter de mégots de cigarettes dans la benne - Port des EPI spécifique

7 LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

7.1 GENERALITES

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux dont dépend le site :

- Déclaration de commencement de travaux,
- Autorisations concessionnaires (éventuelles),
- Autorisations de voiries,
- Etc.

7.2 RESEAUX EXISTANTS

PROCEDURE AVANT - PENDANT - APRES TRAVAUX :

1. Demande de DICT aux concessionnaires concernés : L'entreprise doit vérifier la corrélation entre le plan géoréférencé en classe A transmis par l'USID de Saint Mandrier ou son représentant et les réseaux existants signalés par les DICT (ex : absence de nouveau réseaux, déplacement d'un réseau, etc.)

Les récépissés et les retours des DICT devront être transmis à l'USID de Saint Mandrier, et au CSPS

2. Visite de chantier : Etablissement d'une fiche de visite avant le démarrage des travaux (Annexe H du fascicule 3) entre le donneur d'ordre, les concessionnaires et l'entreprise (Au moins deux des trois parties doivent être présentes). Cette étape n'est pas obligatoire mais fortement conseillée par le CSPS.

Transmission de la fiche de visite à l'USID de Saint Mandrier, et au CSPS

2. Etablissement d'un mode opératoire : Une procédure spécifique devra être annexée au PPSPS de l'entreprise.

Transmission du mode opératoire à l'USID de Saint Mandrier et au CSPS

3. Repérage des réseaux : Les réseaux seront réimplantés sur le sol par des moyens physiques afin de localiser les zones à risques et les points particuliers pouvant porter préjudice à la sécurité des intervenants ou à l'intégrité des réseaux (A la charge de l'USID de Saint Mandrier).

L'entreprise devra contrôler, compléter, adapter le repérage qui devra être exécuté de façon pérenne in situ et maintenu pendant toutes les phases de travaux (application de l'annexe E du fascicule 3) en fonction des procédés d'exécution retenus dans son mode opératoire.

4. Travaux : Respect du Guide technique approuvé prévu à l'article R. 554-29 du code de l'environnement, respect du mode opératoire transmis, respect du code du travail, présence d'une personne d'encadrement formée et compétente munie d'une AIPR ; les travaux sont réalisés par des opérateurs formés et munis d'une AIPR.

5. DOE : Etablissement du/des plan(s) de récolement des réseaux objets des travaux.

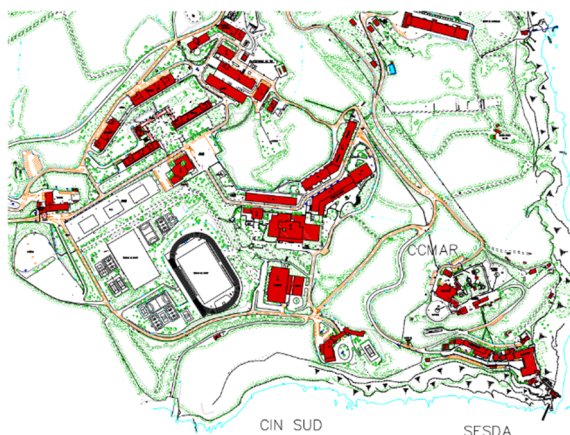
Transmission d'un plan de récolement géoréférencé des réseaux concernés par les travaux aux donneurs d'ordres et aux différents concessionnaires.

EN CAS D'INCIDENT : Etablissement obligatoire « d'un constat d'arrêt de travaux » (Annexe F du Fascicule 3) et en cas de dommage, « d'un constat de dommage » (Annexe G du Fascicule 3) par l'entreprise concernée. Transmission impérative aux concessionnaires, à l'USID de Saint Mandrier et au CSPS.

<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	-	<div>P</div> <div>G</div> <div>C</div>	<div>S</div> <div>P</div> <div>S</div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div>0</div> <div>1</div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
PROJET	Ce document est la propriété de l’USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 33 sur 57

7.3 ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

PEM SUD



CONTRAINTES ET ENVIRONNEMENT

RISQUE	NATURE	MESURES DE PREVENTION
Amiante	- Non transmis au jour de la rédaction du présent PGC	
Plomb	- Sans objet	
Environnement	- Présence piétons et fortes activités portuaires	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement des circulations piétonnes - Respect des règles du manuel du SETRA. - Respect du code de la route et des sens de circulation - Respect des règles de sécurité propre au PEM
Réseaux	- Présence de réseaux	<ul style="list-style-type: none"> - Protection mécanique des réseaux - Demande de consignation avant intervention aux services concernés
Co-activité	- Maintien des activités du site	<ul style="list-style-type: none"> - Prévoir de réaliser une AIPP avec l'exploitant de la zone - Coordination des travaux à prévoir - Etablissement d'un chantier clos et indépendant au sens de l'article R4532-14 du code du travail

Utilisation de moyen de levage : Aucun survol en charge n'est autorisé en dehors de la zone du chantier sauf dérogation spécifique accordée par les services compétents du site dont dépend le chantier ou à proximité duquel il est implanté. Prendre connaissance du plan d'installation de chantier.

7.4 MESURES DE PREVENTION PROPRES AU SITE IMPOSEES PAR L'UTILISATEUR SUR LEQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

Une AIPP sera effectuée avec l'utilisateur du site ou de la zone considérée et sera annexée au présent PGC

Toutes interventions susceptibles de générer une interférence ou une coactivité avec le chantier se situent en dehors de ce cadre. Les entreprises devront respecter les termes de l'arrêté du 19 mai 2020 et donc l'entreprise concernée devra participer à une Visite d'Inspection Commune avec le CSPS et remettre un PPSPS.

7.5 NEUTRALISATION DES RESEAUX

L'entreprise titulaire du lot Electricité assurera la neutralisation des réseaux avant toutes interventions de l'entreprise titulaire. **Le titulaire** devra prendre toutes mesures conservatrices pour assurer la continuité de services dans les zones du site maintenues en activité.

Transmission impérative d'un PV de consignation au titulaire, et au CSPS.

8 LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

8.1 NETTOYAGE DU CHANTIER

Règles de bases à respecter sur le chantier :

- Interdiction de brûler les déchets sur le chantier,
- Ne pas enfouir des déchets autres qu'inertes sur le chantier,
- Disposer des bennes de chantier signalisées et placées proches des sources de production de déchets,
- Réaliser un nettoyage du chantier régulièrement,
- Respecter le tri des déchets dans les bennes,
- Ne pas mettre de déchets dangereux dans les bennes à ordures ménagères,
- Evacuer les bennes pleines régulièrement.

Chaque entreprise doit assurer l'évacuation de tous les gravats provenant de ses propres travaux et cela dès la présence d'une entreprise sur site. Les postes de travail et les accès à ces postes devront être en permanence dégagés de tous matériels et matériaux afin de permettre la circulation du personnel et les éventuelles évacuations sanitaires.



Le titulaire aura à ses frais en charge le nettoyage général du chantier (chantier, base vie, voie publique, accès, etc.) pendant toute la durée du chantier.

Des bennes de chantier devront être mises en place en fonction de la typologie du chantier, des déchets et de l'espace disponible. Les bennes devront être placées les plus proches possibles des sources de déchets et accessibles aux camions d'enlèvement.

Plus le nombre de bennes est important, plus les déchets seront correctement valorisés ou recyclés (entendu que le tri soit réalisé)

Les frais de mise en place et d'évacuation régulière seront **à la charge du titulaire**.

Les bennes doivent être correctement signalisées afin d'éviter les erreurs de tri et inciter à la mise en bennes. Une signalétique double doit être faite : **Ecriture et pictogramme**

LES DECHETS INERTES (DI) Matériaux de terrassement Terre non souillée, béton, Pierre, brique, tuile gravats, céramique, Laine de verre.	
LES DECHETS INDUSTRIELS BANALS (DIB) Plastique, métaux, moquettes, papier peint, bois non traité, plaques de plâtre, colles et mastics sans solvant, carton...	

<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	-	<div>P</div>	<div>G</div>	<div>C</div>	<div>S</div>	<div>P</div>	<div>S</div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div>0</div>	<div>1</div>
Code projet	Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version												
PROJET	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation															Page 36 sur 57	

PLAN GENERAL DE COORDINATION
REFONTE DU RESEAU ELECTRIQUES
REFONTE DES CANIVEAUX TECHNIQUES
SITE DU SESDA - PEM SUD - SAINT MANDRIER

Version : 0.1
 Date : 06/12/2024
 Page 37 / 57

<p>LES DECHETS DANGEREUX ET TOXIQUES (DIS) Peinture, vernis, solvant, bois traité... Tout autre déchet dont l'emballage présente une étiquette de dangerosité</p>	
<p>FILIERES SPECIFIQUES</p>	

Les agréments des carrières, les Certificats d'Acceptation Préalable ainsi que les bordereaux de suivi des déchets devront être transmis à l'USID de Saint Mandrier et au CSPS. (Voir modèle joint en annexe)

Pendant le transport les bennes seront impérativement bâchées ou couvertes d'un filet dès le départ du site en travaux, évitant ainsi toute pollution vers la mer, sur les voies publiques ou privées notamment au sein du PEM.

9 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNES AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

9.1 GENERALITES

Les procédures de secours et d'évacuation, en cas d'incendie, de la présence d'un risque électrique, doivent figurer sur le plan particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, être affichées dans les locaux du personnel et donner lieu à des exercices périodiques.

Le CSPS et l'ITA devront être informés de tout accident ou incident immédiatement après les faits.

L'ITA, la CARSAT et l'OPPBTP de l'entreprise devront également être avisés dans les 48 heures.

9.2 SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Article R 4324-15 du code du travail

Chaque équipe doit comporter au moins une personne qui devra être sauveteur secouriste du travail (SST).

Les SST devront avoir été formés ou recyclés depuis moins d'un an.

La liste des secouristes du travail présents sur le chantier devra être affichée par chaque entreprise à côté du téléphone de chantier.

Les secouristes du travail présents sur le chantier devront avoir un signe distinctif sur leur casque de chantier (ex : SST).

9.3 TRAVAIL ISOLE

Les entreprises prendront toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai.

9.4 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Les entreprises qui utiliseront des produits inflammables devront le mentionner dans leur plan particulier de SPS (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Le stockage de ces produits sur le chantier est soumis à l'accord de l'USID de Saint Mandrier et du Coordonnateur Sécurité.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par les entreprises.

Les entreprises qui effectueront des travaux par points chauds, devront approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs portatifs, à classes de feu correspondantes (Norme H F S 61-900).

L'utilisation de source de chaleur pour certains travaux (soudures, découpe, meulage, etc..) feront l'objet de demande de permis de feu auprès de l'utilisateur du site ou de la zone considérée. Ces demandes devront être réalisées de manière journalière.

Une souche des permis de feu sera archivée sur le chantier.

Un cahier d'enregistrement de permis de feu sera ouvert et mis à jour par le chef de chantier ou le chef d'équipe.

Les feux à foyers ouverts à usage de destruction ou à tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier, dans la zone réservée aux cantonnements et dans toutes les emprises mises à disposition des entreprises.

Des salariés en nombre suffisant doivent avoir été formés à l'utilisation des extincteurs.

<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	-	<div>P</div> <div>G</div> <div>C</div>	<div>S</div> <div>P</div> <div>S</div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div>0</div> <div>1</div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
PROJET	Ce document est la propriété de l’USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 38 sur 57

10 LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES TITULAIRES, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

10.1 ENTREPRISES TITULAIRES

Elles devront remettre leur PPSPS au coordonnateur, sous forme de projet, pour l'inspection commune et ont 30 jours pour l'établir à compter de la notification de la période de préparation.

Elles devront transmettre à leurs sous-traitants dès la notification de la période de préparation :

- Le présent PGC et ses avenants au fur et à mesure de leur parution,
- Leur propre PPSPS.

L'entreprise a 8 jours après les observations du coordonnateur SPS pour faire ses corrections.

10.2 SOUS TRAITANCE

L'attention de l'entreprise qui a l'intention de sous-traiter est attirée sur le fait que certaines prestations de service sont en réalité des prêts de main d'œuvre donnant lieu à rétribution et sont en infraction aux dispositions concernant le travail temporaire et délit de marchandage (Article L 8231-1 du Code du Travail). Dans le cas où l'entrepreneur sous-traiterait en partie l'exécution du contrat qu'il a conclu l'USID de Saint Mandrier, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du PGC, ainsi que son PPSPS.

L'entreprise devra demander à l'USID de Saint Mandrier l'agrément de l'ensemble de ses sous-traitants.

Les clauses précédentes sont entièrement applicables à tout sous-traitant et prestataire de service travaillant pour le compte du titulaire et devant intervenir physiquement sur le chantier.

Toute dérogation serait une clause d'exclusion immédiate du chantier du sous-traitant ou prestataire concerné, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des présents documents.

Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration du PPSPS, des informations fournies par l'entrepreneur et notamment de celles contenues dans le PGC.

Durant toute la durée d'intervention du sous-traitant, présence obligatoire sur site d'un représentant du titulaire ayant délégation de pouvoir.

10.3 ACCUEIL ET FORMATION A LA SECURITE DES SALARIES

Les personnels des entreprises, y compris les salariés intérimaires, devront recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en matière de sécurité.

Cette formation qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- La sécurité pendant l'exécution du travail,
- Les dispositifs à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie,
- La prise de connaissance du P.G.C. et des P.P.S.P.S. et de ses mesures.

Chaque entreprise devra tenir à jour sur le chantier une liste de tout son personnel avec attestation de suivi de la formation à la sécurité et la copie du dernier certificat médical d'aptitude. Ces différents personnels devront pouvoir être identifiés sur le chantier (autocollant sur le casque ou badge).

Chaque entreprise doit s'assurer que son personnel, et celui de son (ou ses) éventuel(s) sous-traitant(s), est en règle :

- Au point de vue des cartes de séjour et de travail,
- Pour son immatriculation à la Sécurité Sociale.

<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	-	<div>P</div> <div>G</div> <div>C</div>	<div>S</div> <div>P</div> <div>S</div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div>0</div> <div>1</div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
PROJET	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 40 sur 57

10.4 LOCATION D'ENGINS AVEC CHAUFFEUR OU PRESTATAIRE DE SERVICE

Dans le cas où un entrepreneur envisagerait l'accès au chantier à une entreprise de location d'engin avec chauffeur ou à tout autre prestataire, il doit au préalable en informer le CSPS, en précisant la date ou la période d'intervention.

L'entrepreneur doit communiquer le PGC de l'opération et son PPSPS à l'entreprise de location ou prestataire et demander **la validation par écrit** des documents de sécurité transmis (voir document type en annexe du présent PGC).

10.5 UTILISATION DU PERSONNEL INTERIMAIRES OU DE TRAVAILLEURS DETACHES

Respect impératif du code du travail.

Le titulaire ainsi que les entreprises sous-traitantes utilisant du personnel intérimaire devront mettre en place un dossier (consultable sur site) par salarié intérimaire comprenant :

- Sa fiche d'accueil (exemple fourni en annexe),
- La copie du contrat de travail,
- Les attestations de qualification et d'habilitation,
- Certificat d'aptitude de la Médecine du travail.



À noter

L'entreprise titulaire ainsi que les entreprises sous traitantes utilisant du personnel intérimaire devront fournir la liste des postes à risque nécessitant une formation renforcée à la sécurité (Article L. 4154-2 du Code du Travail)

Rappel de la loi en ce qui concerne les travailleurs détachés (art. 280 de la loi 2015-990 du 06 aout 2015) :

L'entreprise qui détache des salariés en France sans adresser une déclaration préalable à l'inspection du travail ou qui ne présente pas les documents utiles au contrôle de la régularité du détachement en langue française à l'inspection du travail est passible **d'une amende de 2 000 € par salarié détaché avec un plafond global de 500 000 €** (contre 10 000 € auparavant).

10.6 AFFICHES ET REGISTRES OBLIGATOIRES

10.6.1 AFFICHAGES

A la charge du titulaire de mettre en place à l'entrée du chantier un panneau sur lequel seront affichés :

- L'adresse des secours d'urgence,
- Le nom et coordonnées de l'Inspection du Travail des Armées (ITA),
- Les consignes d'organisation des secours (voir Fiche en cas d'accident annexée au présent PGC),
- La liste des secouristes présents sur le chantier, à compléter par chaque entreprise,
- Les coordonnées des différents intervenants,
- Le plan d'installation de chantier (PIC),

10.6.2 REGISTRES

Chaque entreprise devra mettre à disposition sur site l'ensemble des registres et les tenir à jour :

- Registre sécurité,
- Registre unique du personnel (pour le personnel étranger, les copies de la carte de séjour et permis de travail sont exigées),
- Registre de l'inspection du travail,
- Registre de vérifications réglementaires,
- Notice d'utilisation des matériels spécifiques,
- FDS,
- Un exemplaire de leur PPSPS validé par l'inspection du travail des armées.

<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	-	<div> <div>P</div> <div>G</div> <div>C</div> </div>	<div> <div>S</div> <div>P</div> <div>S</div> </div>	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<div> <div>0</div> <div>1</div> </div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
PROJET	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 41 sur 57

10.7 MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE LA COORDINATION

10.7.1 RÉUNION DE COORDINATION

Le Coordonnateur SPS participera autant de fois que nécessaire, aux réunions de coordination technique et de pilotage pour traiter les problèmes de coactivité. Ces problèmes seront traités en début de réunion. Des réunions SPS pourront être organisées également en dehors de ce créneau. La présence des entreprises convoquées est obligatoire et ne saurait être annulée.

10.7.2 RELATIONS USID DE SAINT MANDRIER / ENTREPRISES / CSPS

Conformément à la loi 93-1418 du 31 décembre 1993, chaque entreprise y compris sous-traitante doit être signalée au coordonnateur SPS afin que l'inspection commune puisse être réalisée avant tout début des travaux et que le PPSPS ait pu être remis avant toute intervention.

Tous les documents intéressant la mission de sécurité et de protection de la santé devront être transmis au coordonnateur 15 jours minimum avant le début des travaux de façon à pouvoir appréhender les risques liés à la coactivité des différentes entreprises.

10.7.3 INSPECTION COMMUNE ET PPSPS

L'inspection commune se fera avec les entreprises titulaires ainsi qu'avec les sous-traitants qui seront accompagnés d'un représentant de leur entreprise titulaire

Toute entreprise sous-traitant et entreprise de levage) procédera à une inspection commune avec le Coordonnateur S.P.S. en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Chaque entreprise réalisant des travaux (sous-traitant et entreprise de levage) doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé avant de démarrer toute intervention.

Le P.P.S.P.S. devra comporter une analyse des risques et moyens de préventions mis en œuvre.
 Voir " Canevas PPSPS " en annexe du présent PGC.

10.7.4 SUJÉTIONS DUES À LA PRÉSENCE SIMULTANÉE D'ENTREPRISES DIFFÉRENTES SUR LE CHANTIER.

Les entreprises intervenantes sur le chantier sont tenues de participer aux réunions de chantier de l'USID de Saint Mandrier.

Au cours de ces réunions la coordination de sécurité sera abordée, notamment en ce qui concerne :

- Le calage permanent du calendrier d'exécution,
- L'organisation de la coactivité; simultanées ou successives,
- L'organisation de la circulation,
- L'analyse des mesures de sécurité en cours et la définition des mesures à observer,
- L'intervention de nouvelle entreprise ou sous-traitant,

Les entreprises concernées devront réaliser des additifs ou avenants à leurs PPSPS dès qu'une nouvelle méthode de travail sera utilisée.

Ces compléments de PPSPS seront communiqués au coordonnateur SPS et expliqués aux autres intervenants lors des réunions et au cours des visites communes.

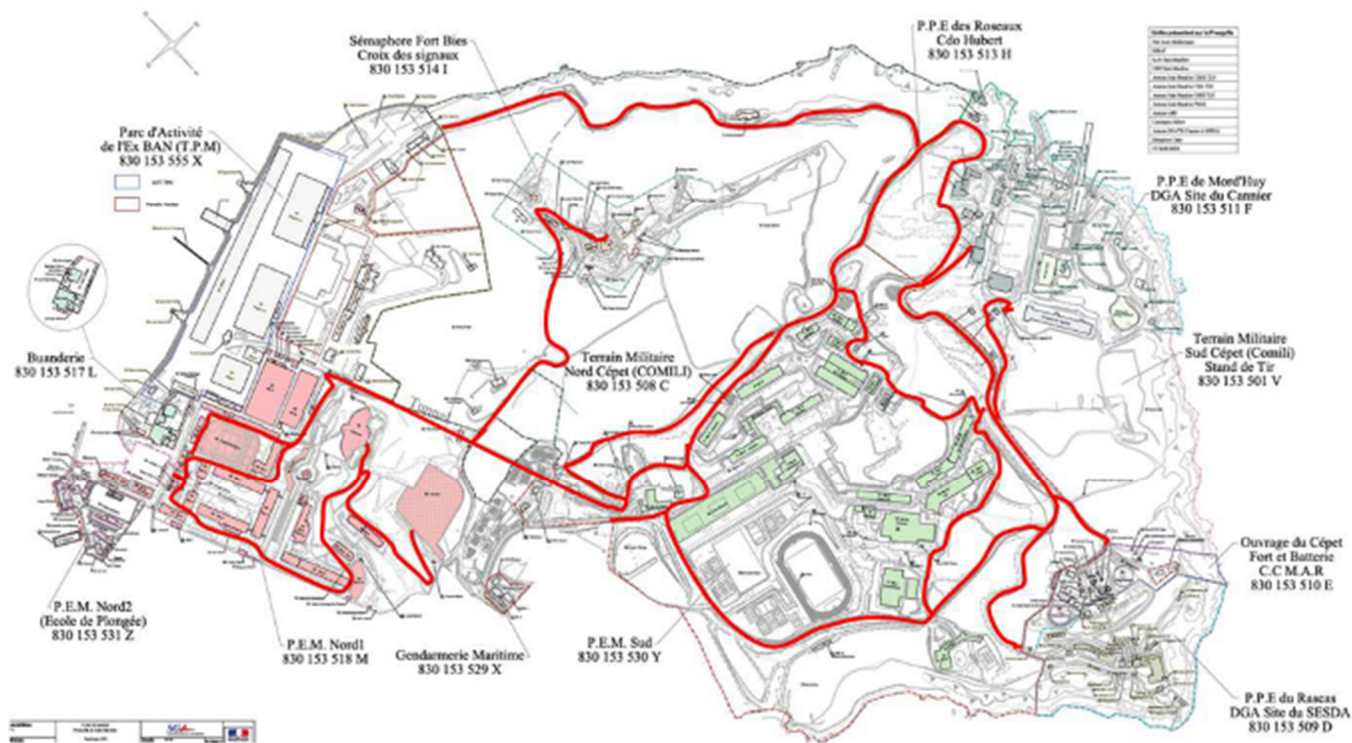
<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	-	<div> <div>P</div> <div>G</div> <div>C</div> </div>	<div> <div>S</div> <div>P</div> <div>S</div> </div>	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<div> <div>0</div> <div>1</div> </div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
PROJET	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 42 sur 57

11 ANNEXES DU PGC

PLAN DE CIRCUALTION DU PEM
CONSIGNES GENERALES DE SECURITE ET D'HYGIENES
AIPP
MODELE D'EXAMEN D'ADEQUATION GRUE MOBILE (MODELE UFL)
LOCATION D'ENGINS AVEC CHAUFFEUR OU PRESTATAIRE DE SERVICE
PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE
FICHE D'ACCUEIL DU NOUVEL ARRIVANT
ACCUEIL DES LIVREURS - MODELE PROTOCOLE DE SECURITE (OPERATION DE CHARGEMENT ET DE DECHARGEMENT).
FICHE EN CAS D'ACCIDENT

PLAN DE CIRCULATION PEM

PLAN PEM



<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	-	<div>P</div> <div>G</div> <div>C</div>	<div>S</div> <div>P</div> <div>S</div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div>0</div> <div>1</div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
PROJET	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 44 sur 57

<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	-	<div> <div>P</div> <div>G</div> <div>C</div> </div>	<div> <div>S</div> <div>P</div> <div>S</div> </div>	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<div> <div>0</div> <div>1</div> </div>
<i>Code projet</i>		<i>Type de doc</i>	<i>Emetteur</i>	<i>Arborescence</i>	<i>N° document</i>	<i>Version</i>
PROJET	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 45 sur 57

AIPP AVEC UTILISATEUR DU SITE

A INSERER



PLAN GENERAL DE COORDINATION
REFONTE DU RESEAUX ELECTRIQUES
REFONTE DES CANIVEAUX TECHNIQUES
SITE DU SESDA - PEM SUD - SAINT MANDRIER

Version : 0.1

Date : 06/12/2024

Page 48 / 57



Information

Page 2/2

EVALUATION DE LA PRESSION MAXIMALE AU PATIN

Poids de la grue = Tonnes
 Poids de la fléchette = Tonnes
 Poids des contrepoids = Tonnes

POIDS TOTAL DE LA GRUE Tonnes x 2/3= Tonnes

Poids de la charge = Tonnes
 Poids du moufle = Tonnes
 Poids des accessoires de levage = Tonnes

TOTAL Tonnes x 1/2= Tonnes

Dimensions appui cm x cm = cm² ②
 (patin ou plaque de répartition)

PRESSION AU SOL MAXI PAR PATIN $\frac{\text{Poids maxi au patin}}{\text{Surface de répartition}} \text{ ②} = \boxed{\text{..... Kg/cm}^2}$

Observations :

<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	-	<div> <div>P</div> <div>G</div> <div>C</div> </div>	<div> <div>S</div> <div>P</div> <div>S</div> </div>	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<div> <div>0</div> <div>1</div> </div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
PROJET		Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation				Page 48 sur 57

**LOCATION D'ENGINS AVEC CHAUFFEUR OU
PRESTATAIRE DE SERVICE**

OPERATION :

Entreprise Titulaire du marché :

Entreprise concernée :

Nature de la prestation confiée :

Je soussigné M. représentant l'entreprise
certifie avoir reçu le PGC de l'opération et le PPSPS de l'entreprise
et accepte de respecter toutes les mesures de sécurité / protection de la santé qui y sont inclus».

Tampon et signature :

NOTA : L'original de ce document sera annexé dans le Registre Journal.

D'autre part l'entrepreneur qui permet l'accès à un chauffeur d'entreprise de location doit s'assurer qu'un accueil sécurité à été donné à celui-ci dont le compte rendu devra obligatoirement être transmis au CSPS qui le fera figurer dans le Registre Journal.

<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	-	<div>P</div> <div>G</div> <div>C</div>	<div>S</div> <div>P</div> <div>S</div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div>0</div>	<div>1</div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version	
PROJET	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 49 sur 57	

**PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE
PROTECTION DE LA SANTE**

Avant toute intervention sur le chantier, les entreprises ayant effectuées au préalable une visite d'inspection commune devront remettre au Coordonnateur de Sécurité un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

ROLE DU PPSPS

Le PPSPS est un outil de travail du chantier.

C'est un document qui indique de manière détaillée toutes les dispositions et toutes les mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des personnels pour tous les travaux que l'entrepreneur va exécuter. Il doit être établi en tenant compte des données générales et particulières contenues dans le plan Général de Coordination.

Le PPSPS est destiné à servir de guide et d'aide-mémoire aux personnes d'encadrements et d'exécution qui l'utiliseront pour l'exécution de leurs tâches.

L'entrepreneur utilisera également son PPSPS en le commentant pour assurer l'information et la formation à la sécurité de son personnel ainsi que de chaque nouvel arrivant sur le chantier.

CONTENU DU PPSPS

Voir FICHE OPPBTP A 01 M 05 95 PPSPS

ADDITIF AU PPSPS

Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur peuvent s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables. Dans ce cas, l'entrepreneur devra indiquer dans un additif à son PPSPS, les dispositions de sécurité d'une efficacité au moins équivalente qui seront mises en œuvre.

Ces substitutions seront portées à la connaissance du Coordonnateur Sécurité ainsi qu'aux autres destinataires du PPSPS (organismes de prévention, utilisateurs, etc..).

TRANSMISSION DU PPSPS

L'entrepreneur dispose de trente jours à compter de la **réception du contrat** signé par l'USID de Saint Mandrier pour établir son PPSPS et le remettre au Coordonnateur Sécurité et de 8 jours pour les corps d'état secondaires. (Article R.4532-56)

Le Coordonnateur pourra le refuser en justifiant toutefois, par écrit, sa décision.

L'entrepreneur sera alors tenu de modifier et de compléter son PPSPS en tenant compte des demandes du Coordonnateur.

En version définitive, **le PPSPS du titulaire sera fourni en autant d'exemplaires qu'il y a d'intervenants.**

Les entreprises appelées à exécuter des travaux présentant des risques particuliers entrant dans la liste prévue à l'article L.4532 - 8 adressent aux organismes officiels de prévention (inspection du travail, CARSAT, OPPBTP), et à l'ensemble des entreprises et intervenants, avant toute intervention sur le chantier, et après avis du CSPS, un exemplaire du PPSPS auxquels sont joints les avis cités ci-dessus, s'ils ont déjà été donnés. Dans le cas contraire, ces avis sont transmis par l'entrepreneur dès qu'il en est saisi.

Un exemplaire à jour du PPSPS est tenu en permanence sur le chantier. Cet exemplaire peut-être consulté par les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, l'inspection du travail, le représentant du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et l'agent du comité professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	-	<div>P</div> <div>G</div> <div>C</div>	<div>S</div> <div>P</div> <div>S</div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div>0</div> <div>1</div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
PROJET	Ce document est la propriété de l’USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 50 sur 57

PLAN GENERAL DE COORDINATION
REFONTE DU RESEAUX ELECTRIQUES
REFONTE DES CANIVEAUX TECHNIQUES
SITE DU SESDA - PEM SUD - SAINT MANDRIER

Version : 0.1

Date : 06/12/2024

Page 51 / 57

L'entrepreneur le tient constamment à la disposition de l'inspection du travail.

Il devra être conservé par l'entrepreneur pendant cinq ans à compter de la date de réception des ouvrages.

SOUS TRAITANTS

L'entrepreneur qui sous-traite des travaux prévus dans son marché, à pour obligation de transmettre un exemplaire du Plan Général de Coordination et son PPSPS.

L'entrepreneur transmettra copie du bordereau au C.S.P.S.

Dans l'élaboration de son PPSPS le sous-traitant tiendra compte des mesures de sécurité contenues dans ces pièces.

Selon l'article R.4532-62 du Code du travail, le sous-traitant doit disposer de **trente jours à compter de la réception du contrat signé par le titulaire** pour établir son PPSPS ; ce délai est ramené à 8 huit jours pour les travaux du second œuvre.

Aucune entreprise ne sera admise à travailler sans la remise de ce document.

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS :

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier sont assujettis :

- A l'obligation de remettre au Coordonnateur Sécurité un Plan particulier de sécurité,
- Aux mesures générales de protection et de solidarité,
- Aux mesures de l'évaluation des risques pour la santé et la Sécurité liées aux choix des procédés, des équipements de travail, des substances dans l'aménagement des lieux de travail et dans la définition des postes de travail,
- Aux actions des organismes professionnels hygiène et de sécurité et des conditions de travail,
- Aux règles relatives aux substances et préparations dangereuses,
- A la mise en place, à l'acquisition et à, l'utilisation de matériel conforme,
- A mettre en œuvre, vis à vis des autres personnes intervenantes sur le chantier, comme d'eux-mêmes, les principes généraux de prévention.
- Au respect des décrets N° 95-607 et N° 95-608 du 06/05/95.

Le plan général de coordination leur est applicable en totalité.

PENALITES

L'entreprise n'ayant pas remis son PPSPS encourt l'application d'une amende de 9000 € (Article L.4744 - 5 du Code du Travail).

L'accès au chantier lui sera refusé.

<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	-	<div>P</div> <div>G</div> <div>C</div>	<div>S</div> <div>P</div> <div>S</div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<div>0</div> <div>1</div>
Code projet		Type de doc	Emetteur	Arborescence	N° document	Version
PROJET	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 51 sur 57

FICHE D'ACCUEIL DU NOUVEL ARRIVANT

ENTREPRISE : (Cachet si possible)

Entreprise :

Chantier :

Tél. :

Accueil fait par Mr :

Fonction :

Conditions de l'accueil

Réunion de présentation des travaux

☐ oui

☐ non

Visite du chantier et des installations

☐ oui

☐ non

Remise et commentaire du livret d'accueil chantier

☐ oui

☐ non

Conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie

Affiche « message d'alerte OPPBTP »

☐ oui

☐ non

Vérifier l'accès au site pour pompiers, SAMU,...

☐ oui

☐ non

Consignes en cas d'incendie

☐ oui

☐ non

Information sur le poste de travail (à l'aide du PPSPS)

Poste d'affectation

☐ oui

☐ non

Présentation

☐ oui

☐ non

Des opérations à effectuer

☐ oui

☐ non

Des matériels à utiliser

☐ oui

☐ non

Des risques encourus

☐ oui

☐ non

Des moyens de protections collectives

☐ oui

☐ non

Des points clés de sécurité à respecter

☐ oui

☐ non

Poste nécessitant une habilitation ou une autorisation particulière

(Conduite d'engin, utilisation explosif, conduite grue, électricité,...)

Attestation de formation ou CACES

☐ oui

☐ non

Lequel :

Délivrance d'une autorisation patronale

☐ oui

☐ non

Permis fluvial

☐ oui

☐ non

Permis mer

☐ oui

☐ non

Permis de tir

☐ oui

☐ non

Electrique (UTE C 18510)

☐ oui

☐ non

Laquelle (H0B0V0, H1B1V1, BR, BC...):

Autre :

SALARIE :

Intérimaire ☐

CDD ☐

CDI ☐

Si intérimaire, nom et téléphone de L'ETT

Nom :

Prénom :

Age :

Pour les étrangers, N° de titre de travail :

Qualification :

Ancienneté prof. :

Aptitude médicale au poste

☐ oui

☐ non

Fiche d'aptitude présentée

☐ oui

☐ non

Restriction d'aptitude

☐ oui

☐ non

Si oui laquelle :

Formation suivie par le salarié

Information générale à la sécurité

☐ oui

☐ non

Sauveteur Secouriste du Travail

☐ oui

☐ non

Dernière date de formation ou recyclage :

☐ oui

☐ non

☐ oui

☐ non

☐ oui

☐ non

☐ oui

☐ non

☐ oui

☐ non

☐ oui

☐ non

Stages de formation suivis :

.....

Equipements de protection individuelle

Nécessaire

Fourni par ETT

Fourni par ENT

Casque

☐

☐

☐

Chaussure de sécurité

☐

☐

☐

Vêtement de travail

☐

☐

☐

Gilet de sauvetage

☐

☐

☐

Lunettes

☐

☐

☐

Masque de soudure

☐

☐

☐

Masque anti-poussière

☐

☐

☐

Masques type (FFP2, FFP3,...) :

☐

☐

☐

Vêtement de pluie

☐

☐

☐

Gants

☐

☐

☐

Protection auditive

☐

☐

☐

Harnais

☐

☐

☐

Autres :

☐

☐

☐

Observations

.....

.....

.....

.....

ACCUEIL DES LIVREURS

EVALUATION DES RISQUES DE TOUTES NATURES GENEREES PAR L'OPERATION :

(Article R4515-5 du code du travail) :

- Nature des risques :

.....
.....
.....
.....

- Mesure de prévention et de sécurité prises pour chacune des phases de réalisation

.....
.....
.....
.....

ENTREPRISE D'ACCUEIL :

(Article R4515 -6 du code du travail) :

1° Consignes de sécurité et particulièrement celles qui concernent l'opération de chargement et de déchargement :

.....
.....
.....
.....
.....

2° Lieu de livraison :

.....
.....
.....

3° Modalité d'accès et de stationnement aux postes de chargement et de déchargement accompagné d'un plan et des consignes de circulation :

.....
.....
.....
.....
.....

4° Matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement et le déchargement

.....

5° Les moyens de secours en cas d'accident ou d'incident :

.....
.....
.....
.....

Identité du responsable désigné par l'entreprise d'accueil (Article R4511-9 du Code du Travail)

Société :

Nom,

Prénom

Qualification

Tél. : Fax : Port. :

PERMIS DE FEU MODELE PEM

A INSERER

PLAN GENERAL DE COORDINATION
REFONTE DU RESEAUX ELECTRIQUES
REFONTE DES CANIVEAUX TECHNIQUES
SITE DU SESDA - PEM SUD - SAINT MANDRIER

Version : 0.1

Date : 06/12/2024

Page 56 / 57

NUMEROS UTILES

PEM Standard PEM	BCRM TOULON - BP 567 - 83800 TOULON CEDEX 9 ☎ : 04 22 42 85 85 + n° poste éventuel
PC COMBINE (blessé/incendie/accident)	04 22 42 93 38 ou 04 22 42 85 01
Officier de garde	☎ : 06 16 55 38 60
Accès PEM Saint-Georges (aubette Nord)	☎ : 28 606 à partir d'un téléphone fixe marine
Accès PEM Cépet (aubette Sud)	☎ : 29 282 à partir d'un téléphone fixe marine
Accès Ecole de plongée	☎ : 28 900 à partir d'un téléphone fixe marine
PEM / HSE / Gestion des entreprises extérieures M. Frank NEHOU	☎ : 04 22 42 96 01 franck.nehou@intradef.gouv.fr
PEM / HSE / Chargé de prévention LV Nicolas FLEURANT	☎ : 04 22 42 81 54 nicolas.fleurant@intradef.gouv.fr

<div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div>	-	<div>P</div> <div>G</div> <div>C</div>	<div>S</div> <div>P</div> <div>S</div>	<div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div>	<div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div> <div> </div>	<div>0</div> <div>1</div>
<i>Code projet</i>		<i>Type de doc</i>	<i>Emetteur</i>	<i>Arborescence</i>	<i>N° document</i>	<i>Version</i>
PROJET	Ce document est la propriété de l'USID de Saint Mandrier et ne peut être utilisé, reproduit, ou communiqué sans son autorisation					Page 56 sur 57

EN CAS D'ACCIDENT

- + Garder son calme et téléphoner au numéro d'urgence approprié (réponse plus rapide)
- + Transmettre un message clair et complet (la personne qui recevra l'appel vous demandera ces informations)
 - Noms, prénom, adresse et numéro de téléphone,
 - Nature de l'accident et des risques éventuels persistants,
 - Nombre de blessés, état apparent des victimes
 - Les premiers gestes effectués (si vous avez l'attestation de formation aux premiers secours)
- + Une fois le message transmis, ne raccrocher que lorsqu'on vous en donne l'ordre
- + Envoyer si possible quelqu'un au devant des secours

☐ **PROTEGER**

☐ **ALERTER**

TELEPHONER AU :

PC COMBINE ☎ : 04 22 42 93 38 ou 04 22 42 85 01
INFIRMERIE PEM ☎ : 15 depuis un téléphone fixe
INFIRMERIE ECP ☎ : 15 depuis un téléphone fixe ou 28 345 / 06 74 08 38 07

COORDONNEES DU CHANTIER :

PEM SUD

Site du SESDA

Allez la rencontre des services de secours

☐ **SECOURIR**

<i>L'employeur du blessé</i>
<i>Centre Anti-poison</i>	Marseille : 04 91 75 25 25
<i>Médecin</i>
<i>Ophtalmo</i>
<i>SOS Main</i>	Saint Mandrier St jean : 04.94.03.07.07
<i>DIRECCTE</i>	04 94 09 64 62
<i>CARSAT</i>	04 94 46 89 64
<i>OPPBTP</i>	04 91 71 48 48
<i>Médecine du travail</i>
<i>CSPS</i>	04 94 14 44 17

Tout accident doit faire l'objet d'une déclaration d'accident accompagnée du rapport circonstancié. Copie de ces documents sera transmis au CSPS